

ELECTIONS LEGISLATIVES DE NOVEMBRE 1962

6^{me} Circonscription du Morbihan (Plouay - Hennebant)



Electrices ;

Electeurs ;

Mes chers Concitoyens,

Vous allez élire le 18 Novembre prochain, votre **représentant à l'Assemblée Nationale**. En 1958, vous m'avez fait confiance par une imposante majorité. Je viens à nouveau me présenter à vos libres suffrages.

Vous me connaissez. Depuis de nombreuses années, vous me témoignez une fidélité qui m'honore et dont je suis profondément touché. Depuis, je me suis toujours efforcé d'apporter au service du pays, de notre région, de vous-mêmes, mon meilleur dévouement. Je vous offre une nouvelle fois, avec mon expérience, ma volonté d'agir :

1° — POUR UNE DEMOCRATIE MODERNE

En poursuivant, dans le cadre de la constitution par le moyen d'un gouvernement fort et stable, les réformes qui s'imposent pour faire face aux nécessités d'un monde en constante et rapide évolution.

En veillant, pour le bien de tous, au maintien de l'équilibre des pouvoirs, garant d'une véritable démocratie.

2° — POUR LA DEFENSE DES LIBERTES

En refusant le pouvoir personnel, par le respect, dans un esprit de concorde républicaine, de la constitution de 1958 que nous avons votée.

En repoussant tout arbitraire, susceptible de porter atteinte à la liberté et à l'égalité des citoyens.

En assurant l'exercice des libertés fondamentales, y compris la liberté de l'enseignement.

3° — POUR L'EXPANSION ECONOMIQUE ET L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

En poursuivant inlassablement, sur le plan National, régional et local, en liaison avec les conseillers généraux, les Maires et les municipalités, notre développement agricole, industriel, artisanal et commercial.

En participant activement, comme je l'ai toujours fait, au sein du C.E.L.I.B. dont je suis le Vice-Président, au sein des commissions départementale et régionale d'expansion à l'action entreprise pour donner à notre région vitalité, prospérité, rayonnement.

En obtenant dans le cadre de la Zone Spéciale d'Action rurale et de la zone de conversion de la région de Lorient, les investissements prioritaires d'Etat nécessaires sur les plans agricole, maritime, industriel, touristique, intellectuel et hospitalier.

En luttant pour le vote et l'application rapide à la Bretagne de la Loi-Programme élaborée par le C.E.L.I.B. et dont nous avons obtenu l'acceptation de principe par le Gouvernement Pompidou, le 21 Juin 1962 par lettre rectificative du Premier Ministre adressée au Président de l'Assemblée Nationale et concernant les régions sous-développées.

En travaillant sans répit **pour l'implantation chez nous d'industries** qui permettront de donner du travail à tous et d'assurer sur place à nos jeunes, un avenir meilleur.

En assurant le **maintien de nos industries existantes et particulièrement des Forges d'Hennebont**, pour la survie desquelles tous savent, que dans l'effort commun, j'ai pris sur tous les plans, une très large part, part que je continuerai d'assumer de toute mon énergie.

4° — POUR LE PROGRES ET LA JUSTICE SOCIALE

L'expansion doit se faire au profit de tous les Français et non au bénéfice de quelques-uns. Le monde actuel pose à ce sujet de graves problèmes. Je connais, face à ces problèmes, vos difficultés, vos inquiétudes, vos besoins. Toutes les activités sont, sur ce plan, étroitement solidaires.

AGRICULTURE. — Des textes ont été votés. Ils sont imparfaits. Il faut les compléter pour donner à notre agriculture les moyens de devenir, face au Marché Commun, **une agriculture moderne et renouvelée** : Enseignement, vulgarisation, mécanisation et aussi équipement collectif et individuel (voirie, adduction d'eau, assainissement, électrification, habitat rural). **La petite exploitation familiale** peut et doit être sauvée, par une adaptation aux conditions de l'économie moderne (réformes de structures, remembrement), par une **politique des prix**, grâce à l'**indexation** qu'il faut rétablir, par la recherche des débouchés et l'**organisation des marchés**, en vue d'éviter méventes et baisses, par une politique de crédit pour l'amélioration de l'exploitation et l'installation des jeunes, par une **mise à parité** des agriculteurs avec les autres catégories. Il importe de combler les lacunes du régime de Sécurité Sociale, de l'assurance-maladie-chirurgie et d'envisager une augmentation, de l'allocation vieillesse. Les ouvriers agricoles me trouveront toujours prêt à me pencher sur les problèmes qui sont les leurs.

ARTISANAT, COMMERCE, PROFESSIONS LIBERALES, INDUSTRIES. — Les difficultés des petites et moyennes entreprises sont lourdes. Elles sont aux prises avec une fiscalité et une parafiscalité complexes et pesantes. Il importe d'assurer leur défense et d'aider leur expansion. La libre entreprise doit être encouragée et respectée. Son avenir doit être assuré et protégé.

OUVRIERS, EMPLOYES. — Il est nécessaire que vos organisations syndicales participent de plus en plus à l'élaboration et au contrôle de la politique économique et sociale de l'Etat. Déjà, vous êtes représentés dans les commissions d'expansion départementale et régionale, ainsi qu'au Conseil économique. Il importe de rendre cette participation plus effective. La formation professionnelle doit être développée et démocratisée. Il faut hâter la suppression définitive des zones de salaires. La promotion ouvrière, l'amélioration des conditions de travail, des salaires et de retraites, l'assurance contre le chômage, le **plein emploi doivent être poursuivis** et tout doit être mis en œuvre pour que votre droit au travail soit garanti.

Il importe en outre de se pencher : **SUR L'AMELIORATION DES CONDITIONS D'EXISTENCE DES CATEGORIES DEFAVORISEES, DES AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE, ET SUR CELLES DES SECTEURS PRIVES.**

Sur les aspirations des **CLASSES MOYENNES.**

Sur le sort trop souvent pénible des **petits-rentiers.**

Sur les difficultés **des mal logés** et la poursuite active d'une politique de constructions et de logements.

Sur les problèmes des **anciens combattants, veuves et victimes de guerre, prisonniers et déportés.**

Sur les besoins de **nos marins** et de nos inscrits maritimes.

Sur **l'avenir de notre jeunesse** dont il faut aider les mouvements et les organisations et prévoir la place sur le marché du travail.

Sur la nécessité de rendre **l'enseignement**, dans le maintien de la liberté, **accessible à tous** les niveaux, à tous les enfants.

Sur les difficultés d'existence de nos infirmes et de nos vieillards par **l'amélioration substantielle de pension ou de retraite, dont il faut envisager d'abaisser l'âge.**

5° — POUR LA PAIX ENTRE LES PEUPLES

En préconisant, suite au drame algérien qui vient de troubler douloureusement notre pays et qui pose un problème de réfugiés, une coopération effective dans la dignité et la mesure, entre la France et ses anciennes possessions ou départements d'Outre-Mer, en vue de maintenir entre eux des liens durables de solidarité.

En travaillant dans la fidélité à nos alliances et la concorde internationale, à la création d'une Europe unie, susceptible de constituer entre deux Etats géants, un imposant bloc humain, générateur d'équilibre et capable de maintenir LA PAIX, dans un esprit procédant d'une conception humaniste et chrétienne.

ELECTRICIENS, ELECTEURS, MES CHERS CONCITOYENS, je connais trop les difficultés de l'action pour vous faire des promesses. Je vous expose simplement un programme. Si vous me faites confiance, j'agirai de mon mieux dans le sens que je vous indique. Mon remplaçant éventuel, François CHRISTIEN, est un homme habitué lui aussi à l'action politique et sociale Maire de PLOURAY depuis quinze ans, Conseiller Général du Canton de Gourin, il a, depuis longtemps, fait la preuve de son dévouement à la chose publique. L'un et l'autre, nous croyons à la promotion humaine, à la Justice sociale et nous voulons que la Force de la République soit mise au service des grandes causes de la Concorde Civique, de la Fraternité des Hommes et par-dessus tout, de la PAIX.

VIVE LA FRANCE, VIVE LA REPUBLIQUE

Paul IHUEL

Président du Conseil Général du Morbihan
Président du Comité Départemental d'Expansion Economique
Conseiller Général du Canton du Faouët
Maire de Berné
Commandeur du Mérite Agricole
Ancien Ministre
Ancien Combattant Prisonnier de Guerre
Engagé Volontaire 39-40
Député Sortant

Remplaçant éventuel :

François CHRISTIEN

Maire de Plouray
Conseiller Général du Canton de Gourin

Candidat Républicain Populaire d'Action Sociale et Paysanne